

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mardi 13 Janvier 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

L'ACTU ACHO. Une coopération renforcée au cœur du déplacement présidentiel : Bassirou Diomaye Faye accueilli avec les honneurs au Koweït

Le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, est arrivé hier en début de soirée au Koweït dans le cadre d'une visite officielle destinée à renforcer les relations bilatérales entre Dakar et Koweït City. En provenance de Dakar, le Chef de l'État sénégalais a été accueilli avec les honneurs par le Prince héritier Cheikh Sabah Khaled Al Ahmad Al Sabah, le Premier ministre Cheikh Ahmad Abdullah Al-Ahmad Al-Sabah, ainsi que par le chef de la mission d'honneur, Dr Cheikh Bassel Homoud Al-Malek Al-Sabah, Conseiller auprès du Conseil des ministres. Cet accueil solennel témoigne de la considération accordée au Sénégal et reflète l'excellence des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays. Le déplacement présidentiel s'inscrit dans le cadre d'une visite officielle prévue du 12 au 14 janvier 2026, axée sur le renforcement du partenariat bilatéral, notamment dans les domaines économique, financier et de développement.

<https://www.lactuacho.com/une-cooperation-renforcee-au-coeur-du-deplacement-presidentiel-bassirou-diomaye-faye-accueilli-avec-les-honneurs-au-koweit/>

SENEWEB. PIP-2026-2028 : Comment l'Etat compte trouver et investir les 8947,2 milliards de FCFA

Le Gouvernement du Sénégal a dévoilé son Programme d'Investissements publics (PIP) pour la période 2026-2028. Le volume des ressources est prévu à 8947,2 milliards de FCFA. L'année 2026 accueillera 2803,8 milliards de FCFA du stock global, soit 31%. Puis, 3047 milliards de FCFA seront investis en 2027, soit 34% et 3096,3 milliards de FCFA pour 2028. Dans ce stock global de ressources destinées à l'investissement public, 2985,8 milliards de FCFA seront consacrés à l'axe «Économie Compétitive». Un choix qui met en évidence l'importance que les autorités actuelles accordent à la transformation structurelle de l'économie, au développement du secteur privé, à l'innovation et à la compétitivité des territoires.

Les axes qui seront financés. Puis, 3281,1 milliards de FCFA seront consacrés au «Capital humain». Ces ressources y seront investies pour l'amélioration de l'éducation, de la santé, et de l'inclusion sociale.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/pip-2026-2028-comment-letat-compte-trouver-et-investir-les-89472-milliards-de-fcfa_n_480218.html

CHALLENGES ECONOMIQUES. DETTE DU SÉNÉGAL : LE COÛT DES INTÉRÊTS ÉTOUFFE LE BUDGET ET IMPOSE UNE RESTRUCTURATION

Malgré une amélioration des recettes et un effort budgétaire réel, les finances publiques sénégalaises restent sous forte pression. La hausse rapide du coût de la dette neutralise les ajustements réalisés et réduit l'espace dédié à l'investissement public et aux autres dépenses publiques essentielles. Une dynamique budgétaire déséquilibrée malgré l'effort fiscal. Entre 2024 et 2025, le Sénégal a consenti un effort réel de mobilisation des ressources internes. Les recettes fiscales sont passées de 3



620 milliards à 4 099,6 milliards de FCFA, soit une augmentation de près de 480 milliards de FCFA (+13,3 %). Cet accroissement aurait pu constituer un levier important pour le redressement des finances publiques. Mais cette amélioration a été largement neutralisée par l'évolution de la charge de la dette. Sur la même période, les intérêts de la dette ont augmenté de 28 %, passant de 824,2 milliards à 1 057 milliards de FCFA. Autrement dit, les intérêts progressent plus de deux fois plus vite que les recettes fiscales, modifiant profondément l'équation budgétaire.

<https://challengeséconomiques.com/?p=8736>

LEJECOS. ALTERNATIVE A LA RESTRUCTURATION DE LA DETTE : Le risque « caché » d'un instrument de marché

Sous le couperet d'un défaut de paiement, le gouvernement sénégalais mise sur les TRS (Total Return Swaps) pour restructurer sa dette en urgence. Mais derrière la technicité de ce « reprofilage » se cache un pari risqué : en échange d'un répit immédiat, l'État expose le budget national aux tempêtes des marchés mondiaux. Analyse d'une stratégie qui transforme une crise de liquidité en une potentielle « bombe à retardement » financière. On le sait, le Sénégal fait face à une échéance critique : le remboursement massif de ses Eurobonds (emprunts en dollars) en 2026 et 2028. Faute de pouvoir rembourser le principal à l'échéance (ce qui provoquerait un défaut de paiement immédiat) et plutôt que de restructurer sa dette, le gouvernement a choisi l'option d'utiliser des instruments sophistiqués de marché. Le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, l'a fait savoir lors de son dernier passage à l'Assemblée nationale, affirmant détenir les leviers permettant de stabiliser la trajectoire de la dette.

https://www.lejecos.com/ALTERNATIVE-A-LA-RESTRUCTURATION-DE-LA-DETTE-Le-risque-cache-d-un-instrument-de-marche_a30170.html

SENEWEB. Restructuration de la dette : pourquoi Sonko doit changer d'avis

Le Premier ministre, Ousmane Sonko, écarte toute idée de restructuration de la dette du Sénégal. Il estime cette recommandation du FMI inopportune. Dans une réflexion transmise à L'Observateur, Pr Amath Ndiaye émet un avis opposé. « Contrairement au simple reprofilage ou à la gestion active, elle [la restructuration] permet une réduction des taux d'intérêt, un allongement significatifs des maturités, l'introduction de périodes de grâce et, si nécessaire, une décote (haricot) sur la valeur nominale de la dette », avance l'économiste. Mais Pr Ndiaye s'est empressé d'ajouter que cette restructuration ne suffirait pas. « Elle doit impérativement s'inscrire dans un cadre global associant un programme avec le FMI, une coordination avec la BCEAO, afin de préserver la stabilité du système bancaire et du marché régional, ainsi qu'un plan rigoureux de redressement budgétaire fondé sur la réduction du train de vie de l'État, la maîtrise des dépenses courantes et la protection de l'investissement productif. »

https://www.seneweb.com/fr/news/5/restructuration-de-la-dette-pourquoi-sonko-doit-changer-davis_n_480279.html

SENEWEB. Économie : le gros handicap du secteur privé sénégalais

« La grande problématique du Sénégal en matière de secteur privé, c'est l'effet de nombre. Il existe effectivement des acteurs privés très intéressants, mais rapportés à la taille de l'économie sénégalaise, il n'y a pas eu une dynamique permettant de créer suffisamment de champions nationaux. » Le diagnostic est de Abdou Soulèye Diop, le



vice-président sénégalais de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM). Il a été livré dans un entretien paru ce lundi dans Le Soleil. Le Sénégal est à ses yeux loin de «pays comme la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Ghana, le Kenya ou le Maroc [où l'] on constate qu'il y a eu de véritables politiques de développement des champions nationaux». Abdou Soulèye Diop martèle : «On peut dire que le tissu économique, tel qu'il s'est développé jusqu'ici, n'a pas favorisé l'émergence d'un grand nombre de champions. En termes de volume, le secteur privé reste donc en-deçà de ce que l'on pourrait attendre d'un pays comme le Sénégal.»

https://www.seneweb.com/fr/news/5/economie-le-gros-handicap-du-secteur-prive-senegalais_n_480281.html

SENEWEB. Secteur privé sénégalais : les cinq conditions à remplir pour l'émergence de champions nationaux

Invité dans un entretien paru ce lundi dans Le Soleil à révéler le secret qui a permis au secteur privé marocain de compter des champions nationaux, Abdou Soulèye Diop, le vice-président sénégalais de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), a égrené cinq préalables. «L'État y a joué un rôle déterminant. Tout d'abord par une vision de développement très claire», confie d'emblée le chef d'entreprise. Il poursuit : «Le deuxième élément fondamental, c'est la qualité des ressources humaines. Aussi bien dans le secteur public que celui privé, il existe une réelle volonté de placer les bonnes personnes aux bons postes, indépendamment de leur appartenance politique. Le troisième élément, c'est la continuité : il n'y a pas tous les cinq ou dix ans de remise à zéro systématique, à chaque alternance. Les choix stratégiques demeurent, les compétences sont préservées.» Le vice-président de la CGEM cite aussi la cohérence de l'écosystème : «le secteur public et le secteur privé travaillent main dans la main autour d'une vision commune et d'une trajectoire partagée».

https://www.seneweb.com/fr/news/5/secteur-prive-senegalais-les-cinq-conditions-a-remplir-pour-lemergence-de-champions-nationaux_n_480280.html

LEJECOS. Secteur moderne hors administration publique : Progression de 1,9% du nombre d'employés salariés au 3e trimestre 2025

Au troisième trimestre 2025, le nombre d'employés salariés dans le secteur moderne hors administration publique est évalué à 337 415 contre 331 144 un an plus tôt, soit une progression de 1,9%. L'information est contenue dans l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (Eerh) de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd). Cette hausse est consécutive au renforcement des effectifs dans les secteurs de l'industrie (+9,3%), du commerce (+0,6%) et des services (+0,3%). Toutefois, elle a été atténuée par la baisse des effectifs dans le secteur de construction (-10,5%). L'augmentation des effectifs dans le secteur de l'industrie est imputable au relèvement du nombre d'employés dans les activités extractives (+10,1%), de fabrication (+9,7%), de production et de distribution d'électricité et de gaz (+3,4%). L'accroissement du nombre d'employés dans les services (+0,3%) est principalement lié à celui des effectifs dans les sous-secteurs de l'enseignement (+11,9%), des activités immobilières (+4,9%), spécialisées, scientifiques et techniques (+2,7%), pour la santé humaine et l'action sociale (+2,6%).



https://www.lejecos.com/Secteur-moderne-hors-administration-publique-Progression-de-19-du-nombre-d-employes-salaries-au-3e-trimestre-2025_a30172.html

SIKA FINANCE. Sénégal : Les prix à la consommation progressent de 2,8 % en décembre

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-les-prix-a-la-consommation-progressent-de-2-8-en-decembre_58978

RTS. ACCORD ÉTAT–COPEGA : VERS UN DEÉBLOCAGE DE LA CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE

La campagne de commercialisation de l'arachide pourrait connaître un tournant décisif. Face aux difficultés persistantes dans l'écoulement de la production nationale, l'État du Sénégal a conclu un accord avec les exportateurs regroupés au sein de la Confédération des opérateurs de la filière arachidière (Copega). Un engagement qui suscite l'espoir d'un apaisement durable du marché et d'une amélioration des revenus des producteurs. Selon un document du ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, cet accord vise à assurer un écoulement rapide et fluide des graines d'arachide, tout en garantissant un prix rémunérateur aux paysans, en pleine période de commercialisation. Concrètement, les exportateurs membres de la Copega se sont engagés à acheter et exporter entre 300.000 et 450.000 tonnes de graines, à un prix plancher garanti de 305 FCfa le kilogramme. « Cette mesure constitue un levier important pour désengorger les points de collecte et soutenir les revenus des producteurs », souligne le document officiel. Autre décision majeure : la suppression de la taxe de 40 FCfa par kilogramme jusque-là appliquée aux exportations, désormais officiellement autorisées pour les membres de la Copega.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/accord-etat-copega-vers-un-deeblocage-de-la-campagne-de-commercialisation-de-larachide>

AGENCE ECOFIN. Sénégal : l'australien Haranga prévoit de nouveaux investissements dans l'or en 2026

En 2025, Haranga Resources a réalisé plus de 5000 mètres de forage sur son projet aurifère sénégalais. Les succès enregistrés ont convaincu la société basée en Australie de poursuivre avec de nouveaux travaux d'exploration en 2026. Haranga Resources veut lancer au cours du premier trimestre 2026 la phase 3 de son programme de forage sur le projet aurifère Ibel South dans le sud-est du Sénégal. C'est l'annonce faite le 12 janvier par la compagnie australienne, dans un communiqué qui détaille aussi les résultats obtenus au cours de la phase 2. Durant les deux premières phases de la campagne l'année dernière, la compagnie a en effet réalisé plus de 5000 mètres de forage air core. Cela a notamment permis de confirmer l'existence d'un système aurifère sur plus de 800 mètres, avec des interceptions variant entre 0,43 g/t et 1,40 g/t d'or lors de la phase 2.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/1301-134782-senegal-l-australien-haranga-prevoit-de-nouveaux-investissements-dans-l-or-en-2026>

LEJECOS. Zone Ocdé : Un ralentissement de l'inflation noté dans plus de la moitié des pays en novembre 2025



L'inflation globale en glissement annuel dans la zone Ocde, mesurée par l'indice des prix à la consommation (Ipc), a baissé pour atteindre 3.9 % en novembre 2025, après 4.2 % en septembre 2025, le mois le plus proche pour lequel les données de l'Ipcc étaient disponibles pour tous les pays de l'Ocde. Selon un communiqué de presse, sur la même période, l'inflation de l'alimentation et l'inflation sous-jacente (inflation hors alimentation et énergie) dans la zone Ocde ont baissé respectivement de 1.0 et 0.2 point de pourcentage (p.p.), atteignant toutes deux 4.0 %. En revanche, l'inflation de l'énergie a augmenté pour atteindre 3.5 %, après 3.1 % en septembre. Entre septembre et novembre, l'inflation globale en glissement annuel a également diminué dans le G7 (-0.3 p.p.) et dans le G20 (-0.2 p.p.). Aux États-Unis, renseigne la même note, l'inflation globale a baissé de 0.3 p.p. au cours de cette période, sous l'effet d'une baisse de l'inflation sous-jacente et de l'inflation de l'alimentation, malgré une hausse de l'inflation de l'énergie. Entre octobre et novembre 2025, l'inflation globale en glissement annuel a été stable ou globalement stable dans 17 des 37 pays de l'Ocde pour lesquels les données étaient disponibles en octobre. Elle a baissé dans 13 pays et n'a augmenté que dans 7 pays.

https://www.lejecos.com/Zone-Ocde-Un-ralentissement-de-l-inflation-note-dans-plus-de-la-moitie-des-pays-en-novembre-2025_a30168.html

AGENCE ECOFIN. La CRRH-UEMOA fait coter à Luxembourg une obligation sociale libellée en franc CFA

En faisant coter à Luxembourg une obligation sociale de 60 milliards de francs CFA, la CRRH-UEMOA réalise une première pour l'Union. L'opération consacre le franc CFA comme monnaie d'accès aux investisseurs internationaux et illustre la montée en puissance de la finance durable en Afrique de l'Ouest. Pour la première fois, une obligation sociale émise en Afrique de l'Ouest franchit officiellement les portes du Luxembourg Green Exchange (LGX), la plateforme de référence mondiale pour les obligations durables. Le 12 janvier 2026, la Caisse régionale de refinancement hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) a célébré, lors d'une cérémonie de première cotation à Luxembourg, la double cotation de son emprunt obligataire social de 60 milliards de francs CFA (environ 91 millions d'euros) à la fois sur la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) et sur la Bourse de Luxembourg. Il s'agissait de la première cotation de l'année 2026 à la LuxSE avec un émetteur ouest-africain, un signal fort pour la visibilité internationale du marché régional.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/1301-134765-apres-la-brvm-la-crrh-uemoa-fait-coter-a-luxembourg-une-obligation-sociale-libellee-en-franc-cfa>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Sénégal : un tournant dans la lutte contre l'impunité ?



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

Lutte contre la corruption ou acharnement contre l'ancien pouvoir ? Au Sénégal, deux ex-ministres de Macky Sall, Ismaila Madior Fall et Aïssatou Sophie Gladima seront jugés par la haute Cour de justice. L'un pour tentative de corruption et l'autre pour complicité d'escroquerie sur les deniers publics. Nous lançons le débat.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/appels-sur-l-actualite/20260113-vos-r%C3%A9actions-s%C3%A9n%C3%A9gal-un-tournant-dans-la-lutte-contre-l-impunit%C3%A9>

DW.COM. L'Afrique doit sortir du piège des matières premières

La Banque mondiale prévoit 4,2 % de croissance en 2026. Pourtant, l'Afrique reste dépendante des matières premières. L'industrialisation est le défi majeur. L'Afrique souffre de son manque d'industrie. Selon la Banque mondiale, les exportations de biens manufacturés ne représentent même pas un quart (21 %) des exportations du continent africain. La moyenne mondiale est de 71 %, tandis que cette part est de 77 % au sein de l'Union européenne (UE). Les prévisions économiques de la Banque mondiale sont pourtant bonnes pour le continent. Dans ses Perspectives économiques mondiales, datant de juillet dernier, celle-ci rappelle que "la croissance économique en Afrique subsaharienne s'est accélérée en 2024, pour atteindre 3,5 %". Cette croissance a continué à se renforcer en 2025 et devrait atteindre 4,2 % en 2026-2027, toujours selon la Banque mondiale. Mais l'institution souligne aussi les faiblesses de l'économie du continent, à commencer par la trop grande dépendance aux prix des matières premières et le manque d'industrie de transformation.

<https://www.dw.com/fr/afrique-piege-matieres-premieres/a-75079492>

ILBOURSA. La Banque mondiale anticipe une croissance de 2,6 % pour l'économie mondiale en 2026

Selon la Banque mondiale, l'économie mondiale s'est révélée plus résiliente que prévu, et la croissance devrait rester relativement stable au cours des deux prochaines années. Le rapport prévoit une croissance mondiale de 2,6 % en 2026, avant un léger rebond à 2,7 % en 2027. Le document souligne également que l'inflation mondiale devrait diminuer à 2,6 % en 2026, tandis que la croissance devrait s'améliorer progressivement en 2027, à mesure que les flux commerciaux se rééquilibrent et que l'incertitude politique s'atténue. Perspectives économiques par région La Banque mondiale anticipe des évolutions différentes de la croissance par région pour 2026 et 2027. Au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, en Afghanistan et au Pakistan, la croissance devrait atteindre 3,6 % en 2026 avant de progresser à 3,9 % en 2027. En Asie de l'Est et dans le Pacifique, elle devrait ralentir, passant à 4,4 % en 2026 puis à 4,3 % en 2027. Pour l'Europe et l'Asie centrale, la Banque mondiale prévoit une croissance stable à 2,4 % en 2026, qui remonterait légèrement à 2,7 % en 2027. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance devrait progressivement atteindre 2,3 % en 2026, avant de se renforcer à 2,6 % en 2027.

https://www.ilboursa.com/marches/amp/la-banque-mondiale-anticipe-une-croissance-de-2-6-pour-l-economie-mondiale-en-2026_58954

RFI. Deux entreprises suisses prêtes à aider Donald Trump à écouler le pétrole vénézuélien

Dix jours après l'enlèvement de Nicolas Maduro, la mainmise des États-Unis sur le pétrole vénézuélien se poursuit. Même si pour le moment le régime chaviste se



maintient à Caracas, le gouvernement vénézuélien a rapidement accepté de fournir aux États-Unis 50 millions de barils de pétrole brut. Washington entend aussi contrôler les exportations du pétrole vénézuélien et, dans cette entreprise, Donald Trump pourra compter sur deux sociétés suisses habituées au négoce du pétrole. Si les majors du pétrole reçues vendredi à la Maison Blanche ont répondu avec beaucoup de prudence aux demandes insistantes de Donald Trump qui rêve de les voir investir massivement dans les infrastructures au Venezuela, le président américain n'a en revanche eu aucun mal à trouver des partenaires conciliants prêts à écouler l'or noir vénézuélien sur les marchés.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260113-deux-entreprises-suisse-pr%C3%AAtes-%C3%A0-aider-donald-trump-%C3%A0-%C3%A9couler-le-p%C3%A9trole-v%C3%A9n%C3%A9zu%C3%A9lien>

JEUNE AFRIQUE. Agoa : Washington met (enfin) le commerce avec l'Afrique de nouveau sur la table

L'accord qui encadre la politique commerciale américaine avec l'Afrique depuis 25 ans avait pris fin sans cérémonie le 1er octobre dernier. Mais la Chambre des représentants semble décidée à le ressusciter à l'heure où les États-Unis perdent de leur influence face à la Chine sur le continent. Les faits. La Chambre des représentants américaine doit voter cette semaine sur un projet de loi visant à relancer et à renouveler l'African Growth and Opportunity Act (Agoa) pour trois années supplémentaires, jusqu'à la fin du mandat de Donald Trump. La pierre angulaire de la politique commerciale américaine avec l'Afrique depuis 25 ans a pris fin sans cérémonie le 1er octobre, mais la Chambre des représentants l'a de manière inattendue ressuscitée en décembre. La direction de la Chambre a publié un avis le 6 janvier indiquant que le projet de loi serait examiné en vertu d'une suspension des règles, ce qui limite le débat mais exige un vote à la majorité des deux tiers pour être adopté – un signal fort indiquant que l'Agoa bénéficie toujours d'un large soutien.

<https://www.jeuneafrique.com/1755857/economie-entreprises/agoa-washington-met-enfin-le-commerce-avec-lafrique-de-nouveau-sur-la-table/>

LE MONDE. « Ce qui se passe sur les droits de douane résume le trumpisme : des déclarations tonitruantes, une mise en œuvre laborieuse et des résultats aléatoires »

Neuf mois après l'annonce de taxes sur les importations américaines, l'« âge d'or » promis par le président des États-Unis reste en grande partie un mirage. Elles sont davantage un frein à l'économie qu'un moteur, souligne, dans sa chronique, Stéphane Lauer, éditorialiste au « Monde ». Vendredi 9 janvier, une certaine nervosité flottait autour de la Maison Blanche à Washington. La Cour suprême venait d'indiquer en début de matinée qu'elle rendrait une décision dans des affaires plaidées, sans préciser laquelle. L'administration Trump et certains médias anticipaient déjà qu'il s'agisse du dossier des droits de douane, dont la légalité est contestée et sur lequel les juges de la plus haute instance juridique avaient exprimé, début novembre 2025, de fortes réserves. L'un des conseillers économiques de Donald Trump, Kevin Hassett, a tenté de faire retomber la pression en affirmant qu'un plan B était prêt à être mis en œuvre si la Cour suprême invalidait la principale mesure économique de Donald Trump, avant de constater qu'il s'agissait d'une fausse alerte.



https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/01/12/ce-qui-se-passe-sur-les-droits-de-douane-resume-le-trumpisme-des-declarations-tonitruantes-une-mise-en-uvre-laborieuse-et-des-resultats-aleatoires_6661503_3232.html

COURRIER INTERNATIONAL. Vu d'Espagne. L'accord avec le Mercosur, meilleure réplique possible à Donald Trump

Une majorité d'États européens a apporté son soutien, le 9 janvier, à l'accord commercial avec quatre pays d'Amérique du Sud. Cet analyste politique, chroniqueur pour "El Mundo", journal espagnol conservateur, y voit plusieurs raisons de se réjouir, notamment en cette période de remise en cause du multilatéralisme. Enfin ! Fumée blanche ! Et grâce à Rome précisément, qui, parmi toutes les capitales européennes, a joué un rôle décisif dans l'approbation finale de l'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur. Si Giorgia Meloni avait rangé l'Italie du côté de la France, de la Pologne, de l'Autriche et de l'Irlande, leurs voix auraient permis la minorité de blocage nécessaire pour enterrer définitivement l'accord. Les négociations auront duré vingt-cinq ans, au cours desquels l'Amérique latine a cessé d'être la priorité des Européens. La Chine en a profité pour s'implanter dans la région grâce à de grands investissements d'infrastructures qui lui ont donné accès aux marchés de consommateurs et aux matières premières nécessaires pour alimenter son développement.

https://www.courrierinternational.com/article/vu-d-espagne-l-accord-avec-le-mercotur-meilleure-replique-possible-a-donald-trump_239255

RFI. Qu'est-ce que l'euro numérique et pourquoi le projet divise l'Europe?

Alors que près de 70 économistes européens viennent d'alerter les eurodéputés dans une lettre ouverte, l'euro numérique revient au cœur du débat politique. Derrière ce projet porté par la Banque centrale européenne (BCE) se joue une question clé : qui contrôlera la monnaie et les paiements dans le monde numérique de demain ? L'euro numérique, disons-le d'emblée, n'existe pas encore. Il s'agit pour l'instant d'un projet porté par la Banque centrale européenne (BCE), qui pourrait voir le jour à l'horizon 2029. Un projet qui peut sembler abstrait, mais qui est en réalité très concret. Concrètement, l'euro numérique serait une nouvelle forme d'euro émise directement par la BCE, mais sous forme numérique. Autrement dit, il s'agirait de monnaie de banque centrale, comme les billets et les pièces, à la différence près qu'elle ne serait pas matérielle. Elle serait stockée dans un portefeuille numérique, par exemple sur un smartphone.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-%C3%A9conomie/20260113-qu-est-ce-que-l-euro-num%C3%A9rique-et-pourquoi-le-projet-divise-l-europe>

BFMTV. L'amélioration du déficit français se confirme: grâce à des recettes fiscales en hausse de plus de 6%, le déficit du budget de l'État s'est sensiblement réduit en 2025

Bercy annonce que le déficit du budget de l'État s'est chiffré à 155,4 milliards d'euros fin novembre, contre 172,5 milliards un an auparavant. Le déficit du budget de l'État français s'est établi à 155,4 milliards d'euros fin novembre, selon les données publiées mardi par le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Fin novembre 2024, le déficit s'élevait à 172,5 milliards d'euros. Pour 2025, la France prévoit un déficit public équivalent à environ 5,4% du PIB, objectif



inscrit dans la loi de finances pour 2025 et confirmé par les prévisions gouvernementales (autour de -5,4% du PIB) en baisse par rapport à 2024, où le déficit s'est élevé à 5,8% du PIB selon les premiers résultats de l'Insee (soit environ 169,6 milliards d'euros). En valeur, cela situe le déficit public français en 2025 à un niveau légèrement inférieur à celui de 2024 (il avait atteint 170 milliards d'euros), même si le montant exact final dépendra de l'exécution budgétaire et des mesures adoptées cette année.

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/finances-publiques/l-amelioration-du-deficit-francais-se-confirme-grace-a-des-recettes-fiscales-en-hausse-de-plus-de-6-le-deficit-du-budget-de-l-etat-s-est-sensiblement-reduit-en-2025_AV-202601130349.html

FRENCH.CHINA.ORG. Les gouvernements régionaux dévoilent leur liste de grands projets pour 2026 afin de soutenir la croissance économique

Plusieurs régions de Chine ont récemment publié leur liste de grands projets pour 2026, mettant l'accent sur l'augmentation des investissements afin de renforcer leur rôle dans la stabilisation de la croissance économique. La province du Jiangsu (est) prévoit de mettre en œuvre 670 grands projets cette année, dont 550 projets actifs – soit 50 de plus que l'année précédente – pour un investissement annuel de 664,6 milliards de yuans (95,2 milliards de dollars), en hausse de 12 milliards de yuans sur un an. Quelque 120 projets de réserve supplémentaires ont été ajoutés, soit 20 de plus que l'année précédente, garantissant ainsi la stabilité du nombre de projets et du volume d'investissement, a rapporté le quotidien Xinhua Daily. Selon cette liste publiée par le Jiangsu, les projets industriels restent prédominants, avec 414 projets prévus pour un investissement annuel de 295 milliards de yuans, représentant 75 % de l'ensemble des projets. Le nombre de projets d'infrastructure a atteint 118, pour un investissement prévu de 323,6 milliards de yuans, tandis que 18 projets axés sur le bien-être public et la protection de l'environnement bénéficieront d'un investissement annuel de 46 milliards de yuans.

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-01/13/content_118276997.htm

